

COMPTE RENDU

REUNION SESSION ORDINAIRE

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 DECEMBRE 2019

Etaient présents : Monsieur GOETBLOET Jean-Luc, Mme ANSEL Thérèse, M. DESTEIRDT Emmanuel, Mme BIANCHI Martine, M. HENNION Jean-Luc, M. MOCKELYN Jean-Claude, M. BLOMME Daniel, Mme VANDERCOLME Viviane, Mme DECLERCK Sylvie, M. MORREEL Jean-François, M. BERTELOOT Franck, Mme BONNAILLIE Cathy, Mme PIERRARD Sylviane.

Excusés : M. LIVOURY Patrice, Mme THOORIS Isabelle.

Pouvoirs : Mme SELINGHE Sophie à Mme DECLERCK Sylvie, Mme FIERIS Nathalie à M. DESTEIRDT Emmanuel, M. DEZITTER Vincent à M. BLOMME Daniel.

Absent : Mme WULLUS Marjory.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. DESTEIRDT Emmanuel (*Rapporteur*: Mme SOUTIER Elodie)

Après l'appel nominal, le quorum étant atteint : 13 présents, 3 pouvoirs et 3 absents, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Le compte rendu de la réunion du 30 septembre 2019 vous a été envoyé.

Monsieur le Maire invite les Conseillers qui ont assisté à cette réunion et qui approuvent le compte-rendu à signer le registre des délibérations.

Monsieur le Maire ouvre la séance en évoquant l'article de presse publié dans la Voix du Nord « Municipales à Spycker : à défaut de déclarer sa candidature, le maire sortant déclare la guerre ». Il indique qu'il regrette ces articles et que le conseil a lieu ce jour car la Mairie était en attente de documents pour les délibérations notamment pour la signature du bail commercial et pour la vente du terrain au cottage. Il indique également que le planning municipal est très chargé en cette fin d'année notamment en soirée (syndicat de l'eau, conseil communautaire, réunion publique pour le ski, descente du père Noël etc...). Il souhaite ajouter qu'il n'est pas en guerre mais que la priorité est de se concentrer sur le travail de ce mandat.

Après cette introduction il souhaite passer aux questions du jour.

1°) RAPPORT SUR LE PRIX ET LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Depuis plusieurs années, la Communauté urbaine de Dunkerque fait figure de modèle à l'échelle régionale dans la gestion de ses déchets : en 2018, **96.50%** des déchets produits sur le territoire ont été valorisés.

Pour autant, l'amélioration continue est au cœur du projet de la Direction Déchets, qui vise l'excellence tant dans la collecte que dans le traitement et la valorisation des déchets. La réorganisation de la Direction Déchets en 2017 a été à ce titre l'occasion de réviser la stratégie de mise en œuvre de la politique « déchets » votée en 2016.

Un service public efficace, c'est aussi un service qui optimise ses dépenses et sources de revenus : entre 2016 et 2018, les dépenses de fonctionnement du service ont diminué de **1.1 million d'euros**, tandis que plus de **1.5 millions** d'euros de recettes supplémentaires ont été perçues. Ces résultats prometteurs sont le fruit d'efforts durables engagés par la CUD, mais aussi par le tissu associatif du territoire, et bien sûr, par les citoyens eux-mêmes. L'année 2018 se démarque à ce sujet par l'atteinte de l'équilibre budgétaire, une première pour le service déchets de la CUD.

I) La gestion des déchets

La nouvelle politique des déchets, délibérée en 2016, se situe dans la continuité directe de cette politique ambitieuse d'amélioration durable et continue de la qualité du service public des déchets. Elle s'inscrit dans un cadre réglementaire en constante évolution.

Les ambitions de la nouvelle gestion des déchets s'inscrivent dans une stratégie globale qui suit 4 axes majeurs:

- Améliorer la qualité du service public par la réduction et la valorisation des déchets
- Développer une approche participative et engageante autour des déchets
- Appréhender la vision circulaire du débat
- Des investissements maîtrisés et une politique tarifaire à explorer

II) Les moyens humains, financiers et matériels

Les moyens humains dédiés au service déchets :

En 2017 et 2018, le service déchets a mobilisé un total de 251 agents : 5 agents à la direction, 208 agents au service exploitation, 29 agents au service qualité et développement, 4 agents à l'unité stratégie et économie circulaire et 5 agents au pôle d'intendance mutualisé.

Les moyens financiers :

En 2018, la Communauté Urbaine de Dunkerque a dépensé au total et tous postes confondus **37 180 153€** dans la gestion des déchets. **6 288 823€** ont été investis dans l'amélioration du service et l'acquisition d'équipements de collecte plus performants.

Les recettes liées à la fiscalité, au traitement des déchets et aux soutiens s'élèvent à **37 734 661€** pour cette même année. Le service déchets a ainsi perçu **28 698 904€** liés à la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), à laquelle viennent s'ajouter les recettes liées aux redevances et à la facturation du service des déchèteries communautaires. La vente de services et de produits divers, le soutien des sociétés agréées et diverses subventions ont également permis de financer le service à hauteur de **9 035 757€**.

A titre de comparaison, en 2017, la CUD avait dépensé **37 483 637€**, investi **5 798 664€**, et perçu **6 288 823€**.

Les moyens matériels :

Le service déchets a utilisé sur la période 2017-2018 un total de 84 véhicules, dont une majorité dédiée à la collecte des déchets.

Une très grande majorité des habitants de la CUD en logement individuel dispose à son domicile de 2 à 3 types de bacs (bleu et marron – verts dans certains cas), tandis que les habitants de logements collectifs ont à leur disposition 2 types de points d'apports volontaires (bleu et marron) ou plusieurs bacs (marron et bleu) de grande capacité. Tous les habitants disposent également de points d'apports volontaires pour le verre, implantés sur tout le territoire.

III) La collecte des déchets

La collecte en porte à porte : 44 camions bennes destinés à la collecte des ordures ménagères, 193 435 bacs bleu, marron et vert installés et 2 226 en stock, **67 372 tonnes** de déchets collectés en 2018, 148 agents en charge de la collecte.

La collecte en points d'apports volontaires (PAV) : les points d'apports volontaires sont des colonnes aériennes, enterrées ou semi-enterrées, collectées par des camions-grues. Sur le territoire de la CUD, on ne trouve que des colonnes aériennes ou enterrées. 6 camions-grue destinés à la collecte des PAV, 1 229 points d'apports volontaires en place en 2018, **12 519 tonnes** de déchets collectés en 2018, 13 chauffeurs de camions, 2 agents de maintenance des PAV.

La collecte en déchèterie : 10 camions, 2 fourgons avec plateau, 1 rouleau tasseur, 4 déchèteries communautaires, **37 984 tonnes** de déchets collectés en 2018, 17 gardiens de déchèteries, 6 chauffeurs polyvalents, 2 chauffeurs de bennes mobiles.

IV) La réduction des déchets

La réduction des déchets produits sur le territoire de la CUD est le point d'orgue de la politique communautaire depuis plusieurs années, le meilleur déchet étant celui qui n'a pas été produit.

La politique du service déchets depuis de nombreuses années consiste, soit par réduction, soit par réemploi, à diminuer la production de déchets sur le territoire, notamment par le biais d'éco-événements et d'actions de sensibilisation.

V) La valorisation des déchets

Une fois collectés, les déchets à la CUD sont envoyés dans diverses filières de tri, de traitement et de valorisation. Le but final est de maximiser la valorisation des déchets collectés.

Les déchets suivent 3 principales filières de traitement et de valorisation : la valorisation matière au centre de tri ; la valorisation matière et énergétique au pôle de valorisation de la CUD, qui comprend : le Centre de Valorisation Organique (CVO) et le Centre de Valorisation Énergétique (CVE).

Certains déchets sont également stockés de manière transitoire au centre de transfert ou repris directement pour valorisation via des filières « REP ».

VI) Perspectives

Dans une démarche d'amélioration continue, le service déchets entame chaque année des projets pour améliorer la qualité du service rendu aux usagers, tout en respectant l'un des principes fondateurs de sa nouvelle politique déchets, à savoir la maîtrise de ses dépenses.

En 2017, le principal projet concrétisé a été la réorganisation complète du service déchets et l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre de la nouvelle politique « déchets ». De nombreuses autres actions d'ampleur ont été menées, comme la réorganisation de la collecte des bacs verts ou les mini déchèteries mobiles, tandis que d'autres, comme la reconstruction de la régie collecte de Petite-Synthe, sont en cours d'étude.

Monsieur le Maire précise qu'il reste deux années à la commune pour atteindre le taux communautaire d'où l'augmentation de 2% chaque année sur la TOEM en fonction de la valeur foncière de chaque foyer.

LE RAPPORT EST VISIBLE EN MAIRIE POUR LE PUBLIC

2°) FINALISATION VENTE DU TERRAIN ET SERVITUDES AU COTTAGE

Aux termes de la délibération en date du 6 mai 2019, le conseil municipal avait voté la vente de l'ensemble immobilier situé 2 Abbé Parésys au profit du COTTAGE SOCIAL DES FLANDRES, moyennant le prix de VINGT MILLE EUROS (20.000,00 €) mais que, cet ensemble immobilier étant anciennement à usage de presbytère, la vente ne pouvait se réaliser avant le déclassement du bien du domaine public ;

Suite à la délibération en date du 30 septembre 2019 constatant la désaffectation et décidant le déclassement du domaine public de l'ensemble immobilier situé 2 avenue Abbé Parésys, cet ensemble immobilier fait désormais partie du domaine privé de la ville et peut ainsi être vendu au profit de la société LE COTTAGE SOCIAL DES FLANDRES ;

1/ la vente du bien immobilier ci-après désigné :

Commune de SPYCKER (59380)

Un ensemble immobilier anciennement à usage de presbytère situé 2, Avenue Abbé Paresys cadastré :

Section	N°	Lieu-dit ou voie	Contenance		
			ha	a	ca
AA	560	2 av Abbé Paresys	0	16	98

Appartenant à la commune,

Au profit du COTTAGE SOCIAL DES FLANDRES, dont le siège social est à DUNKERQUE (59140), 1-3-5-7 Place de la République

Moyennant le prix de VINGT MILLE EUROS (20.000,00 €), les frais d'acte étant à la charge de l'acquéreur

2/ La constitution de diverses servitudes pour permettre la réalisation du projet de construction de l'acquéreur, savoir :

A / Une servitude de passage au profit de la parcelle acquise par l'acquéreur (AA numéro 560) sur le chemin existant, d'une largeur de 4 mètres à l'ouest de la parcelle cadastrée section AA, numéro 561.

B/ Une servitude de passage de toutes canalisations au profit de la parcelle acquise par l'acquéreur (AA numéro 560) la parcelle cadastrée section AA, numéro 561.

C / Une servitude de prospect au profit de la parcelle acquise par l'acquéreur (AA numéro 560) sur le chemin existant, d'une largeur de 4 mètres à l'ouest de la parcelle cadastrée section AA, numéro 561. Cette servitude aura pour conséquence d'interdire, sur l'ensemble de l'assiette de cette servitude (AA 561), toute construction en élévation, ouvrage ou plantation quelconque par la ville, ou par ses futurs ayants droits.

D/ Une servitude de vue permettant la pose de fenêtres sur la façade des immeubles édifiées sur la parcelle cadastrée section AA numéro 560 et qui donneront une vue directe sur la parcelle cadastrée section AA numéro 561.

DELIBERATION approuvée à l'unanimité des membres présents et des pouvoirs

3°) MISE EN GERANCE DU COMMERCE COMMUNAL BAR/BRASSERIE/FOOD BAR/PRESSE « LE CAMELEON »

Spycker connaît un bel essor démographique et une attractivité reconnue.

L'équipe municipale s'est engagée depuis plusieurs années sur un maintien et un soutien auprès du commerce.

Le commerce « bar presse brasserie et food bar » constitue un lieu de sociabilité important et possède un potentiel de convivialité. Après sa réhabilitation, Monsieur Stéphane POUNDALL et Madame Audrey DECLERCQ ont fait vivre « Le Caméléon ». Aujourd'hui, pour des raisons personnelles, ils ont souhaité passer le relais de cette gérance.

Un appel à candidatures a été effectué en septembre 2019 et après deux réunions de la commission dont une audition des candidats présélectionnés, le choix s'est porté sur la candidature d'un couple dynamique, compétent et motivé pour poursuivre l'aventure. Il s'agit de **Monsieur Laurent BROUTIN et Madame Stéphanie PINSEEL** (SAS STEFLO).

Il est proposé à l'assemblée d'autoriser Monsieur le Maire de signer le projet de bail commercial à intervenir entre la commune de SPYCKER au profit de la SAS "STEFLO". Maître Jean-Philippe CARLIER du Cabinet DUFOUR, CARLIER, COURTOIS à Saint Pol Sur Mer est proposé pour la rédaction du bail commercial au prix déterminée par la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2019 à savoir 720 euros pour la partie commerce et 500 euros pour la partie logement.

DELIBERATION approuvée à l'unanimité des membres présents et des pouvoirs

4°) DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN DEBIT DE GESTION POUR L'ANNEE 2020

Le budget primitif 2020 de la commune sera présenté et soumis au vote du Conseil Municipal lors d'une séance en mars ou avril 2020.

L'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales précise que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 30 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Pour rappel, l'assemblée à voter le 17/06/2015 une délibération permanente sur les modalités de mandatement des dépenses de fonctionnement et d'investissement en début d'exercice, à savoir le mandatement des dépenses de fonctionnement à 100% des dépenses votées au budget précédent et pour l'investissement à 25% des dépenses votées au budget précédent.

En conséquence, il est proposé d'autoriser l'Exécutif à engager, liquider, mandater les dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2020 dans les limites indiquées comme suit :

Chapitre	Désignation	Rappel Budget 2019	Montant autorisé (25% max)
16	Remboursement d'emprunts	76 250 €	19 062.50 €
21	Immobilisations corporelles	232 084 €	58 021 €
23	Immobilisations en cours	140 892.76 €	35 223.19 €

DELIBERATION approuvée à l'unanimité des membres présents et des pouvoirs

5°) DELIBERATION PORTANT SUR LE CHOIX D'UN AVOCAT POUR DEFENDRE LA COMMUNE DANS LE CADRE D'UN RECOURS EN ANNULATION D'UN ARRETE MUNICIPAL

Par arrêté municipal en date du 28 juin 2019, la Mairie a créé trois autorisations de stationnement de taxi pour la commune. Suite à la demande d'autorisation de stationnement taxi par une administrée de la commune, un arrêté municipal a été signé le 28 août 2019. Les services de la Préfecture nous ont guidés dans cette procédure.

Monsieur le Maire a reçu le syndicat des artisans taxi de Dunkerque et environs car ce dernier estime que ces arrêtés sont injustifiés et illégaux d'autant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un avis de la commission locale du transport public particulier de personnes.

Or, la réglementation en vigueur, et notamment l'article D.3120-36 du code des transports dispose très clairement, à propos de la commission locale du transport public particulier de personnes (CLT3P) qui a remplacé l'ancienne commission départementale des taxis :

« La commission locale peut rendre un avis sur tout acte réglementaire, ou projet d'acte réglementaire dont elle est informée par le président, dont la portée concerne le ressort géographique de la commission, notamment ceux mentionnés à l'article R. 3121-5 [...] ».

La Direction de la Réglementation et de la citoyenneté de la préfecture du Nord nous a confirmé que l'avis de la commission est donc aujourd'hui facultatif dans la délivrance des ADS

Maître MAZUREK qui intervient en qualité de conseil du Syndicat des Artisans taxi de Dunkerque et Environs nous a adressé le 31 octobre dernier sollicite le retrait sans délai des dits arrêtés municipaux.

La licence taxi sur notre commune fonctionne très bien depuis sa mise en place et au vu des avis de la Préfecture et de nos conseils, il n'apparaît pas judicieux et cohérent d'annuler les arrêtés concernés par la création d'ADS.

Considérant qu'il convient que la commune soit représentée et défendue dans le cadre de ce dossier, il est proposé à l'assemblée de solliciter notre avocat conseil Maître GROS Manuel du Cabinet d'avocats SCP Manuel GROS Héloïse HICTER et Associés.

Dans un premier temps il s'agit d'un conseil et dans le où il faudrait défendre les intérêts de la Commune en première instance, le cabinet d'avocats sera sollicité. Il est précisé que l'assurance de la commune prendra en charge le sinistre.

Monsieur le Maire précise que la Communauté Urbaine de Dunkerque a posé en septembre 2019 un arrêt taxi suite à la prise de ces arrêtés municipaux. Il est situé sur le place de l'église à proximité de l'arrêt de bus.

DELIBERATION approuvée à l'unanimité des membres présents et des pouvoirs

6°) ORGANISATION DES SEJOURS NEIGE POUR L'ANNEE 2020.

La Municipalité organise deux séjours neige durant les vacances scolaires de février 2020, un séjour en France à Châtel en régie du 15 au 21 février 2020 et un second avec Océane Voyages en Italie (BARDONECCHIA) du 23 au 29 février 2020.

Le séjour pour les 10 à 13 ans : la Municipalité offre la gratuité du séjour aux enfants de la commune de 10 et 11 ans nées en 2010 et 2009. Le séjour à Châtel en France est proposé sur la base de 55 participants (5 de plus qu'en 2019). Les enfants de la commune nés en 2008 et en 2007 peuvent également participer à ce séjour moyennant une participation de **254 euros**. **La participation pour les non Spyckérois est possible au prix de 254 euros si leur enfant est scolarisé à l'école de Spycker et 508 euros pour les autres enfants.** Pour ce séjour sont prioritaires les enfants Spyckérois nés en 2010 et 2009 puis ceux nés en 2008 et 2007 dans l'ordre du dépôt du dossier complet d'inscription et déposé pour le délai afin de respecter les conditions de réservations du chalet, des cours ESF..., puis les non Spyckérois.

Le séjour pour les 14 à 17 ans : la Municipalité organise également un séjour en Italie pour les jeunes nés en 2003, 2004, 2005 et 2006. La participation des Spyckérois est de **270 euros** (le tiers du prix du prestataire). Pour les non Spyckérois, la participation est de **540 euros** (les deux tiers du prix prestataire). Le prix de l'assurance est compris dans le séjour pour les 14 à 17 ans. Hébergement prévu en hôtel quatre étoiles.

En 2020, 45 jeunes se sont inscrits pour ce séjour.

Au vu du nombre important sur les deux séjours, il est à noter que le dossier de 6 enfants nés en 2007 (les plus âgés) ont été basculé sur le séjour des jeunes afin de laisser un maximum de disponibilités sur le séjour à Châtel pour les dossiers rendus avant la confirmation auprès du chalet. Les familles concernées ont donné un avis favorable pour le changement du séjour et il est proposé de ne pas modifier le tarif pour les familles qui ont accepté cette modification soit 254 euros.

Pour les deux séjours, les dossiers doivent être complets pour être pris en considération. En cas d'annulation de la réservation pour Châtel ou pour l'Italie, la demande doit être faite par lettre recommandée, la date de la Poste servant de référence et de justificatif pour le calcul des frais d'annulation. Une annulation par dossier d'inscription selon le barème suivant :

- Plus de 30 jours avant le départ : 80 euros de frais de dossier retenus.
- Entre 30 et 5 jours : 80% de la valeur du séjour est retenue.
- Moins de 5 jours : 100% de la valeur du séjour est retenue.
- Ces frais ne sont pas appliqués en cas de maladie ou d'accident avant le départ.
-

L'encaissement des recettes pour le séjour neige aura lieu au retour du séjour sur la régie « séjour neige ».

Monsieur le Maire précise qu'il y avait effectivement 61 inscriptions dans les délais et qu'il y a 61 places dans l'autocar. Si on compte les 6 encadrants, il fallait proposer à 6 enfants dans les plus âgés de basculer sur le séjour des jeunes. Toutes les familles ont donné leur accord.

Le séjour des adolescents est lui aussi en progression. Au total ce sont 99 enfants de la commune ou scolarisés sur la commune et un extérieur qui vont bénéficier de ce séjour neige. Les séjours représentent un coût moyen de 57 000 euros.

DELIBERATION approuvée à l'unanimité des membres présents et des pouvoirs

CLOTURE DE LA SEANCE A 18H40

++++++

M. GOETBLOET Jean-Luc
MAIRE de SPYCKER
Président de Séance

M. DESTREIDT Emmanuel
Secrétaire de Séance